



Pays de la Loire : la dynamique démographique toujours soutenue mais plus localisée

Au 1^{er} janvier 2017, 3 757 600 personnes résident dans les Pays de la Loire. Avec + 0,7 % par an, le rythme de croissance de la population est supérieur à la moyenne nationale. Toutefois, la région n'échappe pas au ralentissement de la croissance démographique observé dans la majorité des régions françaises. La population augmente de 124 985 personnes entre 2012 et 2017, contre 150 020 entre 2007 et 2012. La Loire-Atlantique, véritable locomotive de la région, affiche un gain de population de 1,2 % par an en moyenne. Au contraire des autres départements, sa croissance ne cesse de s'accroître. La Vendée, quant à elle, affiche une augmentation de population encore très soutenue (+ 0,8 % par an), mais en fort ralentissement. La croissance démographique, plus modérée en Maine-et-Loire (+ 0,5 %), s'érode légèrement. Si la Sarthe et la Mayenne connaissent une croissance démographique entre 2007 et 2012, ces deux départements se situent entre 2012 et 2017 dans une phase de stabilité.

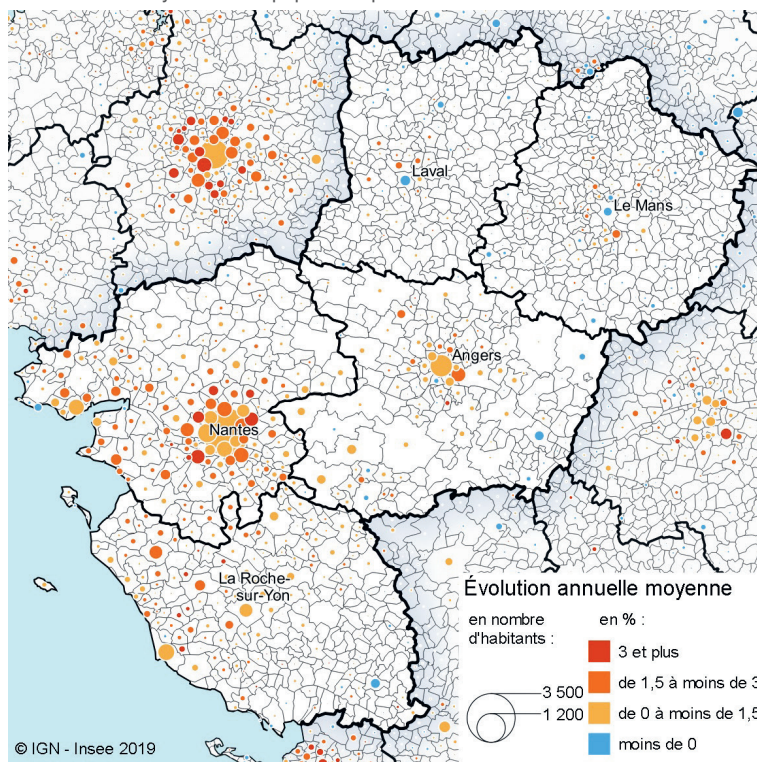
Christelle Manceau, Amandine Rodrigues, Insee

Au 1^{er} janvier 2017, 3 757 600 personnes résident dans les Pays de la Loire, ce qui situe la région au 8^e rang des régions de France métropolitaine. Entre 2012 et 2017, la population ligérienne s'est accrue de 124 985 habitants, l'équivalent de la Communauté d'agglomération de la Région Nazairienne et de l'Estuaire (CARENE) (figure 1). La population augmente en moyenne de 0,7 % par an : c'est une croissance bien supérieure à celle enregistrée au niveau national (+ 0,4 %). Ainsi, les Pays de la Loire se classent au 3^e rang des régions métropolitaines pour leur rythme de croissance après la Corse et l'Occitanie.

Malgré tout, les Pays de la Loire n'échappent pas au ralentissement de la croissance démographique observé au niveau national : entre 2007 et 2012, la région gagnait 25 035 habitants de plus qu'entre 2012 et 2017. La Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire, la Vendée gagnent de la population, tandis que la Mayenne et la Sarthe voient leur population se stabiliser. La dynamique démographique est positive dans 63 % des communes contre 77 % précédemment.

1 Un dynamisme de population inégal sur le territoire

Évolution annuelle moyenne de la population par commune entre 2012 et 2017



Note : limites territoriales communales en vigueur au 1^{er} janvier 2019.
Source : Insee, Recensements de la population (RP) 2012 et 2017.

Une dynamique plus localisée que par le passé

L'augmentation de population est plus localisée que par le passé. La croissance démographique se recentre autour des grandes métropoles de la région, alors que l'étalement urbain ralentit fortement. Elle est particulièrement marquée dans l'agglomération de Nantes et sur une bande littorale. *A contrario*, la population diminue sur un territoire plus étendu que précédemment : au nord et à l'est de la Mayenne, aux frontières de la Sarthe, à l'est du Maine-et-Loire et au sud-est de la Vendée.

Le gain de population de Nantes Métropole représente 35 % du gain régional contre 15 % entre 2007 et 2012. Nantes Métropole bénéficie d'une dynamique démographique plus forte que par le passé. C'est également le cas d'Angers Loire Métropole, de la CARENE, les communautés d'agglomération (CA) Les Sables d'Olonne Agglomération et Pornic Agglo Pays de Retz.

À l'image de la région, d'autres établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) connaissent un ralentissement de leur croissance démographique. C'est le cas, entre autres, de la CA Mauges Communauté, de la communauté de communes (CC) du Pays d'Ancenis, de la CA de Laval Agglomération, de la CA La Roche-sur-Yon Agglomération et de la CC Loire Layon Aubance.

Ce ralentissement conduit même certains EPCI à perdre de la population entre 2012 et 2017 alors qu'ils en gagnaient encore entre 2007 et 2012 : la CA Saumur Val de Loire, les CC Pays de Fontenay-Vendée, de Sablé-sur-Sarthe, de Loir-Lucé-Bercé et de Mayenne Communauté notamment.

Loire-Atlantique : la locomotive de la région

Au 1^{er} janvier 2017, 1 394 910 personnes résident en Loire-Atlantique (*figure 2*).

Ce département est la locomotive de la région, Nantes Métropole en tête. En effet, la Loire-Atlantique génère 65 % du gain de population des Pays de la Loire, alors qu'elle rassemble seulement 37 % de ses résidents. Elle gagne 81 435 habitants entre 2012 et 2017, l'équivalent des communes de Saint-Nazaire et Pontchâteau réunies.

La population de la Loire-Atlantique progresse de 1,2 % en moyenne chaque année. Cette croissance la situe au 6^e rang des départements métropolitains. Sa dynamique démographique est 1,7 fois plus élevée que la moyenne régionale et 3,0 fois supérieure à la moyenne nationale. Tous les EPCI de la Loire-Atlantique concourent positivement à la croissance de la population ligérienne (*figure 3*). La croissance démographique est au moins deux fois supérieure à la moyenne régionale dans la CC d'Erdre et Gesvres, la CA Pornic Agglo Pays de Retz, la CC Estuaire et Sillon et Nantes Métropole.

La Loire-Atlantique fait figure d'exception dans la région, puisque c'est le seul département qui n'est pas concerné par le ralentissement démographique. La croissance démographique s'est recentrée autour de Nantes. L'accélération de la croissance démographique est portée essentiellement par Nantes Métropole et la CARENE. Les quelques communes en ralentissement démographique se concentrent, quant à elles, au nord du département.

À Nantes, la population s'est accrue de 17 740 habitants entre 2012 et 2017. Au sein de l'agglomération nantaise, 12 des 23 autres communes ont vu leur population croître de plus de 1 000 habitants en cinq ans : Saint-Herblain (+ 2 980), Rezé (+ 2 035), Vertou (+ 1 910), Sainte-Luce-sur-Loire (+ 1 910), La Chapelle-sur-Erdre (+ 1 900), Bouaye (+ 1 685), Thouaré-sur-Loire (+ 1 625), Couëron (+ 1 605), Orvault (+ 1 595), Carquefou (+ 1 405), Sautron (+ 1 205) et Saint-Sébastien-sur-Loire (+ 1 185). Au total, Nantes Métropole

gagne 43 600 habitants entre 2012 et 2017, presque deux fois plus qu'entre 2007 et 2012.

Sur la côte, les plus fortes augmentations de population sont enregistrées à Saint-Nazaire et à Pornic avec des gains respectifs de 2 055 et 1 080 habitants en cinq ans. Sur la période 2007-2012, les communes côtières situées au nord de la Loire perdaient de la population. Ce n'est plus le cas entre 2012 et 2017 pour Saint-Nazaire, Trignac, La Baule-Escoublac, Pornichet, Piriac-sur-Mer et Le Croisic. *A contrario*, la population continue de diminuer au Pouliguen (- 535) et à Batz-sur-Mer (- 125). Le Pouliguen, comme pour la période 2007-2012, se démarque par son taux de croissance annuel moyen, le plus faible du département. Quelques communes qui connaissaient une augmentation de population entre 2007 et 2012 ont vu la situation s'inverser sur la période récente : Paimbœuf (- 140) et La Turballe (- 130) notamment.

La tendance s'inverse aussi dans plusieurs communes situées au nord du département, plus précisément autour de Châteaubriant. En effet, si les populations de Sion-les-Mines, Grand-Auverné, Fercé, Mouais, Juigné-des-Moutiers, La Chapelle-Glain, Ruffigné et Issé augmentent entre 2007 et 2012, elles diminuent sur la période quinquennale récente.

Vendée : une dynamique très soutenue malgré un ralentissement marqué

Au 1^{er} janvier 2017, 675 250 personnes résident en Vendée. Ce département reste très dynamique. La Vendée contribue pour 21 % au gain de population des Pays de la Loire, alors qu'elle rassemble 18 % de ses résidents. Elle gagne 26 345 habitants entre 2012 et 2017, l'équivalent des communes de Challans et Bellevigny réunies.

La population de la Vendée progresse de 0,8 % en moyenne chaque année. Ce rythme, plus élevé que la moyenne régionale et deux fois supérieur à la moyenne nationale, place le département au 14^e rang des départements métropolitains. Il est particulièrement élevé pour la CC du Pays des Achards et celle de Vie et Boulogne où le taux de croissance annuel moyen est au moins deux fois supérieur à la moyenne régionale. *A contrario*, deux communautés de communes – Pays de Fontenay-Vendée et Pays de la Châtaigneraie – ne gagnent plus de population alors que c'était le cas entre 2007 et 2012.

Dans les Pays de la Loire, la Vendée se démarque puisque c'est le département qui connaît le plus fort ralentissement démographique. En effet, sur la période précédente, la Vendée, avec un taux de croissance

2 La croissance démographique ligérienne reste supérieure à la moyenne nationale

Évolution de la population au cours des périodes 2007-2012 et 2012-2017 (en nombre)

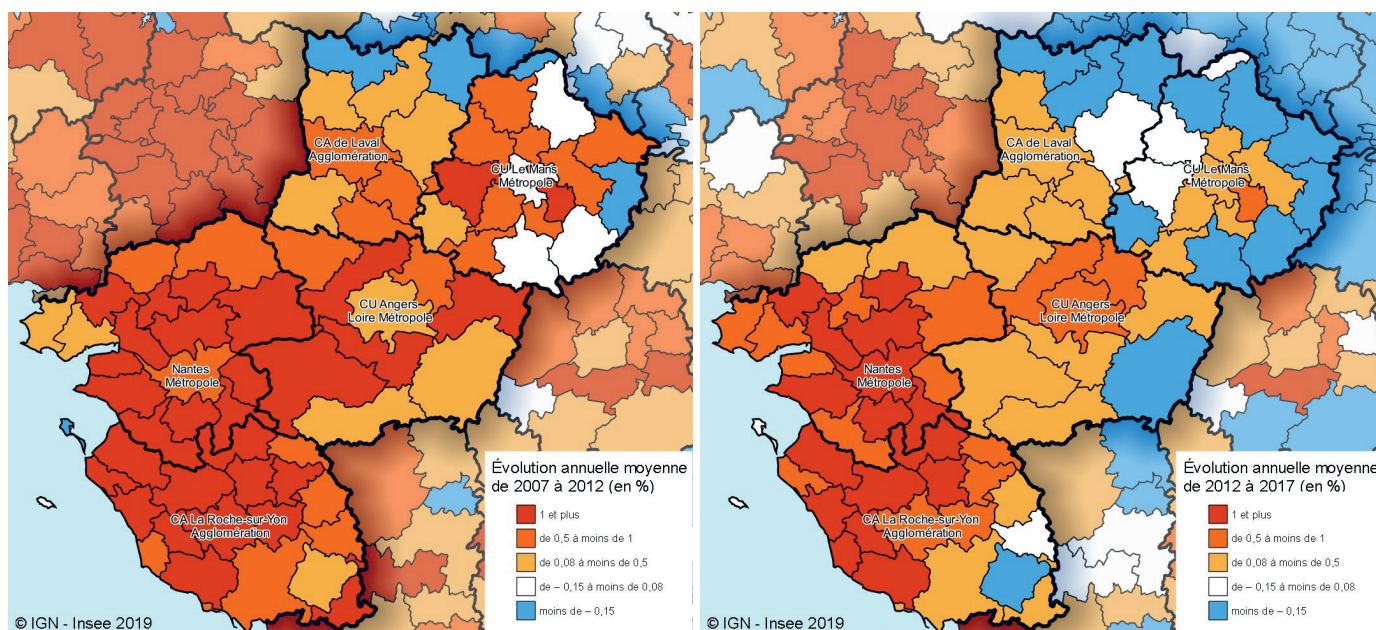
	Population 2007	Population 2012	Population 2017	Évolution	
				2007-2012	2012-2017
Loire-Atlantique	1 246 967	1 313 473	1 394 909	66 506	81 436
Maine-et-Loire	770 608	795 405	813 493	24 797	18 088
Vendée	607 430	648 901	675 247	41 471	26 346
Sarthe	556 946	567 382	566 506	10 436	- 876
Mayenne	300 643	307 453	307 445	6 810	- 8
Pays de la Loire	3 482 594	3 632 614	3 757 600	150 020	124 986
France métropolitaine	61 795 238	63 375 971	64 639 133	1 580 733	1 263 162
France hors Mayotte	63 600 690	65 241 241	66 524 339	1 640 551	1 283 098

Champ : France hors Mayotte, limites territoriales communales en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Source : Insee, RP 2007, 2012 et 2017.

3 Une dynamique démographique plus localisée

Évolution de la population par EPCI sur les périodes 2007-2012 et 2012-2017



Source : Insee, RP 2007, 2012 et 2017.

annuel moyen de 1,3 %, avait la plus forte croissance de la région et se classait au 4^e rang des départements métropolitains. Le recul concerne tous les EPCI vendéens sauf l'agglomération des Sables-d'Olonne qui se distingue en gagnant deux fois plus d'habitants qu'auparavant.

Les communes en croissance démographique se situent principalement sur une large bande littorale allant de Notre-Dame-de-Monts à La Tranche-sur-Mer et au nord du département. Les communes gagnant le plus d'habitants entre 2012 et 2017 sont Les Sables-d'Olonne (+ 2 280), La Roche-sur-Yon (+ 1 565), Challans (+ 1 515) et Aizenay (+ 1 015).

La dynamique est moindre dans le sud-est de la Vendée. Les plus fortes baisses de population concernent Fontenay-le-Comte (- 820), L'Aiguillon-sur-Mer (- 135), La Châtaigneraie (- 120), L'Île-d'Olonne (- 110) et Le Langon (- 100).

Maine-et-Loire : maintien de la croissance démographique

Au 1^{er} janvier 2017, 813 495 personnes résident en Maine-et-Loire. Le dynamisme démographique de ce département est modéré. S'il rassemble 22 % des résidents de la région, il contribue pour 14 % à l'augmentation de la population régionale. Entre 2012 et 2017, il gagne 18 090 habitants, l'équivalent d'une commune comme Mauges-sur-Loire.

La population du Maine-et-Loire progresse de 0,5 % en moyenne chaque année. Ce

rythme, moins soutenu que celui de la région, est légèrement supérieur à celui de la France métropolitaine et place le département au 33^e rang des départements métropolitains.

Tous les EPCI du département conservent une dynamique positive hormis la CA Saumur Val de Loire qui perd de la population. La croissance démographique est portée par la métropole d'Angers et l'ouest du département. Le Maine-et-Loire n'échappe pas au ralentissement démographique qui est particulièrement marqué à l'est du département.

Angers Loire Métropole se démarque avec un dynamisme démographique particulièrement fort : elle gagne 11 000 habitants entre 2012 et 2017, contre 2 975 entre 2007 et 2012. Ce gain de population représente 9 % de l'augmentation régionale contre 2 % entre 2007 et 2012. La croissance démographique reprend dans la commune d'Angers (+ 3 945), après une baisse de population sur les cinq années précédentes. C'est le 2^e plus fort gain de population de la région. L'augmentation de la population s'accélère dans trois communes de la métropole angevine : Trélazé (+ 1 730), Avrillé (+ 740) et Les Ponts-de-Cé (+ 705).

La CA Mauges Communauté continue de gagner des habitants (+ 2 470), même si le rythme est beaucoup plus faible que sur la période précédente (+ 6 720). La population augmente fortement dans trois des six communes de l'intercommunalité : Beaupréau-en-Mauges (+ 845), Sèvremoine (+ 755) et Orée d'Anjou (+ 590). Seule la

commune de Montrevault-sur-Èvre perd des habitants (- 120), après une forte augmentation sur la période 2007-2012 (+ 1 000).

Dans la CA du Choletais, l'augmentation de population est deux fois moins forte entre 2012 et 2017, que sur la période quinquennale précédente. D'ailleurs, la population de Cholet se stabilise, celle du May-sur-Èvre diminue (- 200) alors qu'elle augmentait sur la période 2007-2012. *A contrario*, la population augmente fortement à Saint-Léger-sous-Cholet (+ 380) et à Trémentines (+ 210).

Dans les EPCI autour de la métropole angevine, la croissance démographique ralentit nettement. Ainsi, la CC des Vallées du Haut-Anjou gagne presque deux fois moins d'habitants que sur la période précédente, et la CC Loire Layon Aubance presque trois fois moins. Le Lion-d'Angers fait figure d'exception avec une croissance démographique qui s'accélère (+ 655 habitants sur cinq ans).

À l'est du département, la dynamique démographique ralentit fortement. Entre 2012 et 2017, la CC Baugeois Vallée gagne 270 habitants, soit huit fois moins qu'entre 2007 et 2012. Noyant-Villages perd 375 habitants sur cinq ans. Mais la population continue d'augmenter à Beaufort-en-Anjou (+ 285) et Mazé-Milon (+ 285), même si le rythme est moins soutenu. Après un gain de population supérieur à 2 000 habitants entre 2007 et 2012, la CA Saumur Val de Loire perd 830 habitants entre 2012 et 2017. Les communes de Saumur (- 790)

et Montreuil-Bellay (- 210) contribuent notamment à cette baisse démographique.

Mayenne : la population se maintient

Au 1^{er} janvier 2017, 307 445 personnes résident en Mayenne. Si le département rassemble 8 % des résidents de la région, il ne contribue pas à l'augmentation de la population régionale entre 2012 et 2017.

Cette stabilité démographique place le département au 69^e rang pour le rythme de croissance. Le ralentissement est net par rapport à la période précédente : entre 2007 et 2012, la population augmentait de 0,4 % en moyenne chaque année, soit 6 810 habitants supplémentaires sur cinq ans. Entre 2012 et 2017, la baisse de population s'accroît dans les CC du Bocage Mayennais et du Mont des Avaloirs. Vient s'ajouter à cette baisse, la CC Mayenne Communauté pour laquelle l'évolution de population s'est inversée. Les autres EPCI maintiennent une augmentation modeste de leur population entre 2012 et 2017.

Avec un gain de population de 1 175 habitants entre 2012 et 2017, Laval Agglomération reste l'intercommunalité la plus dynamique du département. Ce dynamisme est surtout porté par les communes en périphérie de Laval : Changé (+ 445), Louverné (+ 310), Bonchamp-lès-Laval (+ 240) et Loiron-Ruillé (+ 225). Ces quatre communes ont les gains de population les plus élevés du département. *A contrario*, Laval perd 930 habitants entre 2012 et 2017, après une stabilité démographique entre 2007 et 2012.

Dans les intercommunalités du sud-ouest du département, la dynamique démographique se poursuit mais à un rythme nettement moins soutenu que sur la période précédente. Ainsi, la CC du Pays de Château-Gontier gagne neuf fois moins d'habitants, soit le plus fort ralentissement entre les deux périodes quinquennales. La population de Château-Gontier-sur-Mayenne augmente de 115 personnes entre 2012 et 2017,

contre 650 personnes sur les cinq années précédentes.

Au nord du département, les intercommunalités perdent des habitants. Entre 2012 et 2017, la population diminue notamment dans la CC Mayenne Communauté (- 485 habitants), alors qu'elle augmentait entre 2007 et 2012 (+ 675). La perte de population s'accroît à Mayenne (- 415), Villaines-la-Juhel (- 170), Gorron (- 140) et Lassay-les-Châteaux (- 135).

Sarthe : une population qui se stabilise

Au 1^{er} janvier 2017, 566 510 personnes résident dans la Sarthe. Si le département rassemble 15 % des résidents de la région, il ne contribue pas à l'augmentation de la population régionale entre 2012 et 2017. Sur cette période, la Sarthe perd 875 habitants, soit une quasi stabilité de la population sur la période. Cette stabilité démographique place le département au 71^e rang pour le rythme de croissance.

Le ralentissement est net par rapport à la période précédente. Ainsi, entre 2007 et 2012 la population augmentait de 0,4 % en moyenne chaque année, soit 10 435 habitants supplémentaires sur cinq ans.

Entre 2012 et 2017, la moitié des EPCI du département perdent des habitants, alors que seul un EPCI était dans cette situation lors de la période précédente. Si les communes de la métropole mancelle conservent un dynamisme démographique modéré, la population baisse sur les pourtours du département. La hausse de population s'accroît dans Le Mans Métropole (+ 840). La dynamique démographique repart à Mulsanne (+ 630) et à La Milesse (+ 280), soit les gains de population les plus élevés du département. Mais la population du Mans continue de diminuer (- 655) et Coulaines perd des habitants (- 265).

Dans la couronne du Mans, la population progresse, comme à Parigné-l'Évêque

(+ 260) ou à Moncé-en-Belin (+ 230). Mais le rythme est plus lent et les communes perdant des habitants sont plus nombreuses. Hormis la CC du Pays Fléchois où la population augmente légèrement sur 5 ans (+ 190), aucune intercommunalité aux pourtours du département ne gagne d'habitant. Au nord du département, la population continue de baisser à Fresnay-sur-Sarthe (- 140) et Mamers (- 125). Au sud, la population diminue dans la majorité des communes, à l'instar de Sablé-sur-Sarthe (- 290), Le Lude (- 265) ou encore Montval-sur-Loir (- 200). À l'est, la baisse de population se poursuit à La Ferté-Bernard (- 255) notamment. ■

Sources et méthodes

Pourquoi l'Insee publie en 2019 les chiffres de 2017 ?

Les populations publiées fin 2019 sont milésimées 2017, car elles sont calculées à partir des enquêtes de recensement de 2015 à 2019 et ramenées à une même date : celle du milieu de la période. L'égalité de traitement entre les communes est ainsi assurée.

Pourquoi le questionnaire évolue ?

Afin d'améliorer la prise en compte de la multirésidence, notamment pour les enfants en résidence partagée, le questionnaire du recensement de la population a évolué en 2018. L'évolution de population mesurée entre 2012 et 2017 est ainsi affectée d'un très léger effet questionnaire, qui est négligeable sur cette période (cf. Insee, note technique janvier 2019).

Dans quelle géographie administrative les chiffres sont-ils publiés ?

Les chiffres de population sont authentifiés par décret pour entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2020. Ils sont publiés dans les périmètres géographiques existant au 1^{er} janvier 2019.

Insee Pays de la Loire
105, rue des Français Libres
BP 67401 - 44274 NANTES Cedex 2

Directeur de la publication
Pascal Seguin

Rédactrice en chef
Myriam Boursier

Bureau de presse
02 40 41 75 89

ISSN 2275-9689
© INSEE Pays de la Loire
Décembre 2019

Pour en savoir plus

- Chesnel H. et Rocheteau M., *Bilan démographique 2019*, Insee Flash Pays de la Loire (à paraître).
- Bourieau P. et al., *D'ici 2030, 17 400 ménages supplémentaires à loger en moyenne chaque année*, Insee Analyses Pays de la Loire, n° 73, avril 2019.
- Barré M., *Une croissance démographique qui ralentit sauf dans les intercommunalités les plus peuplées*, Insee Flash Pays de la Loire, n° 88, janvier 2019.
- Vallès V., *Démographie des EPCI : la croissance se concentre dans et au plus près des métropoles*, Insee Première, n° 1729 - janvier 2019.

